





Projet : Amélioration de la résilience des communautés et de leur sécurité alimentaire face aux effets néfastes du changement climatique – (PARSACC)

Compte rendu de la réunion de prise de contact et d'information des autorités et des partenaires sur le projet PARSACC dans les régions de Trarza et Gorgol

Rosso, le 17/12/2013 et Kaédi le 18/12/2013

# Table des matières

Liste	e des abréviations	. 3
	Introduction	
	Participants aux réunions	
3.	Objectifs des réunions	. 4
4.	Déroulement des réunions :	
	Discussions avec les participants	
	Conclusions	
Ann	exe 1 : liste des participants	. 7
	exe 2 : Fiche du projet	

### Liste des abréviations

CC Changement Climatique

CRD Conseil Régional de Développement

CREDD Comité Régional de l'Environnement et de Développement Durable

CSA Commissariat de la Sécurité Alimentaire

DREDD Délégation Régionale de l'Environnement et de Développement Durable

FA Fonds d'Adaptation

MEDD Ministère de l'Environnement et de Développement Durable

PAM Programme Alimentaire Mondial

PARSACC Projet 'Amélioration de la Résilience des communautés et de leur Sécurité

Alimentaire face aux effets néfastes du Changement Climatique'

UNFCCC United Nation Framework Convention on Climate Change

EMMO Entité Multilatérale de Mise en Œuvre

EE Entité d'Exécution

### Introduction

Le projet 'Amélioration de la Résilience des communautés et de leur Sécurité Alimentaire face aux effets néfastes du Changement Climatique (PARSACC) est un projet financé par le Fonds d'Adaptation au Changement Climatique (FA) de l'UNFCCC. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), accrédité par le Fonds d'Adaptation en juin 2010 est l'Entité Multilatérale de Mise en Œuvre (EMMO) du projet. L'exécution revient au Ministère de l'Environnement et au Développement Durable (MEDD) qui est l'Entité d'Exécution (EE).

Suite à l'atelier de lancement du projet, tenu le 11 décembre 2013 à Nouakchott, il a été annoncé l'initiation d'un processus de consultation qui va aboutir à l'élaboration de la planification des activités du projet. C'est dans le cadre qu'une série de visites ont été engagées dans les régions concernées par le projet. La première visite a été effectuée dans la région de Trarza et a eu lieu le 17 décembre 2013 au siège de la Wilaya à Rosso.

### 1. Participants aux réunions

En plus des membres de la mission, représentée par Mr Sidi Mohamed Ibn El Wavi, Chargé de Mission au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et Coordinateur National du projet et Mr Ghazi GADER, Coordinateur du projet, 19 participants ont pris part à la réunion à Rosso et 18 personnes à la réunion à Kaédi (cf. Listes des participants en Annexe 1). Les deux réunions ont été présidées par Mrs les Walis de Trarza et Gorgol avec la présence des membres du Conseil Régional de Développement et les principaux représentants des services techniques et de la société civile opérants dans chaque région.

### 2. Objectifs des réunions

Les réunions ont été organisées d'une part, pour se présenter aux autorités locales et partenaires du projet dans les régions et d'autre part pour informer l'ensemble des partenaires concernés sur les objectifs et le contenu du projet ainsi que le processus de consultation engagé avec les 8 régions pour la préparation de la planification des activités du projet.

### 3. Déroulement des réunions :

Les réunions ont été ouvertes par Mrs Les Walis qui ont exprimé leurs remerciements aux membres de la mission ainsi qu'à tous les participants présents. Ils ont également salué l'initiative du lancement de ce nouveau projet d'adaptation qui va apporter l'appui à une partie des communautés vulnérables des régions menacées par l'insécurité alimentaire.

Dans un premier temps, Mr. Le chargé de mission, Sidi Mohamed El Wavi a présenté le cadre général du projet : les objectifs, les partenaires (Bailleurs de Fonds, Entité de mise en œuvre et Entité d'Exécution), les composantes ainsi que les résultats attendus au niveau national (cf. Fiche du projet en Annexe 2).

Il a également donné un aperçu sur la structure du projet et les relations entre les différents niveaux ainsi que les responsabilités de chaque niveau dans la mise en œuvre, notamment le niveau régional qui va être coordonné par la Délégation Régionale de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD).

Mr Ghazi GADER, coordinateur du projet a ensuite donné un aperçu sur le processus de consultation qui a démarré suite à l'atelier de lancement du projet, tenu le 11 décembre 2013 à Nouakchott et qui va consister à une série d'activités résumées dans les étapes suivantes :

- a- Réunions d'introduction et de prise de contact avec les autorités locales, les services techniques régionaux, les projets et programmes ainsi que la société civile opérants dans la région dans le but de les informer du contenu du projet, ses objectifs ainsi que les prochaines étapes du processus de consultation qui va conduire à la réalisation de la planification.
- b- Mise en place des Comités techniques restreints présidés par les DREDD qui vont travailler avec tous les partenaires pour faire les propositions aux commissions régionales compétentes pour la validation.
- c- Initiation d'un diagnostic participatif coordonné par les DREDD impliquant l'ensemble des partenaires y compris les communautés bénéficiaires, pour cibler les zones d'intervention et l'identification des activités à mettre en œuvre dans la région en considérant le cadre général du projet et les résultats attendu au niveau national tout en tenant compte des spécificités de la région et des programmes et projets en cours dans un soucis de synergie entre les différents intervenants.
- d- Organisation d'ateliers régionaux techniques avec les partenaires concernés pour finaliser la planification opérationnelle au niveau régional.
- e- Organisation d'un atelier national de planification avec la participation de l'ensemble des régions qui va proposer le plan opérationnel global du projet ainsi que le plan d'opération de la première année de mise en œuvre.
- f- Validation du plan d'opération par le Comité de Pilotage National du projet.

### 4. Discussions avec les participants

Dans les deux réunions, après les présentations assurées par les membres de la mission, une session de discussion a été ouverte au cours de laquelle des points de clarification ont été posés ; des observations ont été soulevées en même temps que des commentaires qui peuvent être résumés dans les points suivants :

- a- Des questions par rapport à la gamme d'activités proposées dans les résultats attendus au niveau national. Est-ce que ses activités sont extensibles dans le sens où il y a une possibilité de proposer d'autres qui ne sont pas explicitement citées dans le document du projet. La réponse est que pour certains résultats, notamment concernant les activités agro-sylvo-pastorales, il y a une certaine flexibilité pour l'identification d'activités spécifiques à la région sachant que le projet n'est pas un projet de développement classique, mais plutôt un projet d'adaptation au CC et que l'ensemble des activités qui seront proposées devront avoir un lien avec l'environnement et la vulnérabilité des groupes cibles par rapport à l'impact du CC sur les ressources naturelles et les moyens de subsistance des communautés.
- b- D'autres remarques ont concerné le rôle du comité technique restreint et sa relation avec les comités régionaux en place (CRD ou CREDD) ainsi que d'autres comités au niveau des départements et communes. La réponse c'est que le projet a vu opportun la mise en place d'un Comité technique restreint qui va initier la réflexion et la préparation du travail et des propositions aux commissions régionales compétentes qui vont statuer et valider les choix notamment le ciblage et l'identification des activités. Ce Comité sera présidé par les DREDD et regroupant les principaux acteurs techniques dans la région (MDR, CSA, ONG, etc.).

c- Un ensemble d'autres questions a concerné les modalités de mise en œuvre du projet. En fait le projet est exécuté par le MEDD avec l'appui du PAM entant qu'entité multilatérale de mise en œuvre. Il y aura un comité de pilotage qui est l'organe de décision le plus élevé du projet, et à ce titre il dirigera la mise en œuvre globale du projet. Ce comité peut faire appel à un groupe consultatif technique composé des ministères concernés, y compris le ministère du Développement Rural, le Commissariat de la Sécurité Alimentaire (CSA), les Organisations des Nations Unies et les partenaires bilatéraux pertinents. Il aura une Unité de Gestion du Projet (UGP) qui travaillera sous la supervision directe du Comité de pilotage du projet. Elle sera composée du Directeur National du projet, d'un coordonnateur de projet, des assistants administratifs et financiers et appuyée par des consultants et des partenaires de mise en œuvre qui seront recrutés pour soutenir les équipes régionales en matière d'orientation technique et de stages de formation. Des équipes régionales seront créées dans chacune des régions ciblées. Elles seront dirigées par les DREDD, et comprendront, en plus des autres services techniques compétents (par exemple le personnel régional du MDR), les partenaires d'exécution recrutés pour la mise en œuvre des activités du projet dans les différentes régions. Cette approche vise à s'assurer que - même si le soutien technique supplémentaire est disponible, il existe un service approprié qui est en charge et responsable des activités dès le démarrage du projet, qui jouira d'une formation de base et des stages et autres formes de soutien au cours du cycle du projet.

### 5. Conclusions

En guise de conclusion, à noter que dans les deux régions, les autorités, les DREDD ainsi que les partenaires concernés ont salué cette initiative et ont manifesté leur engagement à travailler et collaborer pour la réussite de ce projet.

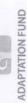
La mission a insisté sur l'importance de ce processus de consultation et a demandé aux DREDD d'engager la concertation avec l'ensemble des partenaires y compris les représentants des communautés pour le ciblage des zones d'intervention et l'identification des activités relatives à leurs régions. Cette concertation doit être selon une approche de bas en haut et d'une manière participative dans un objectif d'appropriation des choix convenus.

## Annexe 1 : liste des participants

wfp.org/fr	Signature	y Josephus y	de ydroc.Fr	whole my	1200 John F	Yahan So	ad a Hotaming FR	Ed & relise. A. 11	o Eyalia. In I	And The second		(Aprel)	Swail My
ntaire	Mail	Compagna	selli-metrea ed & yohoo. Fr	mbayenaoulad	ould Khahy 200 yours	curseres Jahn	X Hagri Ahi	d. melici	mstaleb Low Eyalise.			1	97 Miced Bolumia Swail
ur sécurité alimer natique »	Tél.	Ub Bl. a Voy tondo asquestrations	Sec. Sen. 66. 825574	4653402	36 319251	MANDE EN P. 4 GUYGUYS	22291347	Delepie Repu 22218748 dr. melecilu 3 polivo.	2238473	224101 FF	44481103	47671204	22372397
ADAPTATION FUND Projet ence des communautés et de le sts néfastes du changement clir Visite de la région de Trarza Rosso, le 17 décembre 2013	Fonction	1,20	10/2		Chaldo CRD 5 = 36 319251		Assighted allege 22291347 KHOWILL Ahued @	Delepie Region	JREN !	Dusn	Hakem	cal 1826 .	Delegne'
ADAPTATION FUND  Projet  Rosso, le 17 décembre 2013	Institution	DRED Oper Stockson	all motate	DelgnDR	MAEN	MINISTER CASOA	C.S.A	DRING	In Em Insu	DRSNDER	Hakem Rmo	Quellous cool	DACTS
« Amélioration d	Prénom	A-Cay	U	naouloud	KHATRY	ALTONNIE C	ha made n	Johning.	1265	7265	TALL	Howard	o, Blac
	Nom	Sim Me Rameter	nielle Zeineben	MBaye	MOLIA MEDLEMIN	OULD EWEEK	Ah med 8/ Mother meden	Dr Mad Cerrin	Me Lech Tales	10 ster As Sullahi	Jak m	12 Kyrune	13 Threedo. Brolly of

1			ACA	ADAPTATION FOIND			wfp.org/fr
Z	Nom	Prénom	Institution	Fonction	Tél.	Mail	Signature
14	ould buguit	ELECKH STORY	Wileya	Consen 197	48421529	8	Z
15	Dungs chung	Student	Milaya	Partieu liveral 44481133	44481133		Same of the same o
16	FASSA CL	L	101120	Majar	922022 FR	Lana Yeulu B 2/1, 22	41.00-1
17		7. 7. 1.			10/01/24/2		A A
00	Ghazi -	Gast		5.0	37-093380	27-023-380 Prans Sado Lo	To the second
10	the wow	By. Med	HEDD	March do M more	2	B. S. O	000
20				Charles and Constitution of the			· men
21							
22							
23							
24							
25							
26							
74							
28							
29							
30							





# « Amélioration de la résilience des communautés et de leur sécurité alimentaire face aux effets néfastes du changement climatique »

Visite de la région de Gorgol Kaédi, le 18 décembre 2013

ure	.0		2	) Q	70	N	A Property	4		1 Con	1	-	
Signature	THE	4	d'an	3	400.00		TH	Byall	Commen	2	1	tat	
			Push	Oldin &	0 (38)		News	40	J. W.	the son	spute	Taken Fr	24
Mail			Canal	wham!	Land		no Don	Sud	eolialle	- hear	1 salch	G MOD	277
			Chil Fewer Boy Us 4 4 4 8 Prince, Landing Lachen, & Chir	Directour Region 320342 10 pourillowherm Sportly. B.	22 460405 Sakarisandic Disabore		Loo Ashuir Fig Prog. 46. 74,001, 69 Syly 200 Bython	THE WIND AND AND THE THERE	chaped Anterna 46465640 alonganestigle mile done	Allian a Pars la belison to Represente 26 33 36 17 monte kayabu som andes	22139207 sugley selection	Sosabon Thelm for	V. Coordino Tan 464 56238 Mays w. S. 2. B. Jan.
	cie of 22033890	2	4213	10	30%	. )	00.69	till	9	4/3	to	So	200
Tél.	203	1661 Mounds 22426173	779	0342	096	0,00	6.74.0	42)	6465	33 24	1392	cellule ( HIPEY Communications Ubulgoso	1915
	et.	3 22	7	199	02	266 17	2 2	3	to a	To	22	200	95
ion	A,	1) Out	3	Legina	N/O	, , ,	12.4	3	theten	Jack	len	2 Jen C	no Far
Fonction	3	'see	Per Per	Jew	1664	, 8	Ashu )	4	10 P	A STAN	Direc	malita	Do rai
			3	bree	" By				9	Deat.	N. A.	3	V. C
ion	7		Ħ	2	DELEGATION MOR DELEGUE	J.16.	2	Speak	ACORD	15 la Su	Direction to protect to Birector	HEN	
Institution	19		CSA	SOWMER	60711	11/4	OXFAN	Pol	COR	ne Pa	rauluer	ule H	R.ON.G
	25 M. Jar 136		Ü	Sel	OFLE	11 - 11 - ACIADIA	OX	7	A	Allia	Direct	celle	R. 0
ч	Tr	いろうか				170	124	7	2	4.0	m		
Prénom	38	33	3	ma		de)	to was of		iay) and	Ould Bley D	The B	78	ford
,	63	12.4	Tita	To.	,		Hou	and	X		Sale	S	五
	2000 / 16h	2135/2/2 KO1 SU- QU	- L'a Cheulh T	Same	Belessy	II.	3	1 Wing Hune	9	Mo knustagle	11 Outel Bulan	Laleck opseron S	13 Sayson Dioper Watory
Nom	110	25	5	Johannes of Sonow	MACK	1205	150	1	200	RINA	But	ck ops	ש אין פ
0	90	A.	10	Daho	0	5	5		F	,old	ar		Says
Ž	~	7	n	4	2	9	_	00	တ	2	_	12	(0)



Institution Fonction Tél. Mail	ACF-E Wid chafde brotet 47 191309 Sometalles Sychology	13	MASEE Compliantice 11 Cur 1569 0														
Prénom	Jame	resame	Sacous ahm	Ghú2i	200												
Nom	14 FALL	15 BA	16 LY	17 GANFA	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	49	30

# Fiche de projet

Titre du Projet Amélioration de la résilience des communautés face aux effets

néfastes du changement climatique sur la sécurité alimentaire

en Mauritanie

**Source de financement** Fond d'Adaptation au changement climatique

Montant du financement 7.803.605 US \$

**Durée du projet** 4 ans (2013/2017)

**Zones d'intervention** Trarza, Brakna, Gorgol, Guidimagha, Tagant, Assaba, Hodh

Echarghui, Hodh Elgharbi

Entité de mise en œuvre Programme Alimentaire Mondial (PAM)

**Entité d'Exécution** Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

(MDEDD)

Composantes du Projet Composante 1 : Appuyer les services techniques (DR/MEDD)

et les communautés pour mieux comprendre les risques climatiques et leur impact et pour l'élaboration de mesures et

plans d'adaptation

**Composante 2** : Concevoir et mettre en œuvre des mesures

concrètes d'adaptation identifiées à travers les plans d'adaptation communautaires dans le but de combattre la

désertification et la dégradation des sols

Composante 3 : concevoir et mettre en œuvre des mesures

concrètes d'adaptation identifiées à travers les plans d'adaptation communautaires dans le but de diversifier et d'améliorer les conditions de vie des populations les plus

vulnérables.

# Composantes du projet et résultats attendus

	Composantes	Résultats
	Appuyer les services techniques et les communautés en vue de mieux comprendre les risques climatiques et leur impact et pour l'élaboration de mesures et plans d'adaptation	1.1 Les 8 Délégations régionales sont renforcées pour l'accès et l'analyse des informations sur les changements climatiques en vue de suivre le développement local et mobiliser et appuyer les communautés      1.2 Renforcer les capacités du gouvernement en matière d'analyse des risques, des menaces et de la vulnérabilité.
<u></u>	Appuyer les services techniques et les communautés en vue de mieux omprendre les risques climatiques et leur impact et pour l'élaboration d mesures et plans d'adaptation	1.3 20 Associations villageoise mises en place et appuyées (cluster de 5 villages environ par association)
COMPOSANTE	ues et les con iques et leur i et plans d'ad	1.4 Les communautés sont formées sur les menaces du changement climatique et les mesures d'adaptation qui réduisent la vulnérabilité, en particulier celles relatives à la sécurité alimentaire.
55	vices techniq isques climat mesures	1.5 100 villages, seront structurés en groupes suivant leur paysage, leur écosystème et leurs conditions de vie pour préparer des plans d'adaptation devant être intégrés dans un plan local de développement.
	yer les ser endre les r	1.6 Les communautés échangent les expériences réussies et les leçons apprises y compris la mise en place de quatre radios communautaires.
	Appur	1.7 Mise en place d'un système de suivi évaluation (mise en place, formation, production de données et rapports).
	e des ation ans dans le ation et	2.1. 1500 - 2000 ha de dunes fixés
COMPOSANTE 2	Concevoir et mettre en œuvre des mesures concrètes d'adaptation identifiées à travers les plans d'adaptation communautaires dans le but de lutter contre la désertification et la dégradation des sols.	2.2. 1000 - 1500 ha de zones vulnérables protégées
COMPO	voir et met res concrè tifiées à tra tion comm tter contre t dégradati	2.3. 1000-1500 ha d'arbres forestier plantés.
	Conce mesu iden d'adapte but de lu	2.4. Les structures de rétention de l'eau mise en place pour environ 500 ha (digues, diguettes, seuils de ralentissement, etc.).

_			
	rtifiées à iveau de	3.1.	300000 arbres pour la génération de revenus et l'alimentation plantés au niveau des zones protégées.
	daptation identifiées à améliorer le niveau de es.	3.2.	4000 personnes (staff technique t leaders des communautés) formées sur l'élevage, les techniques agricoles et l'utilisation de l'eau (élevage de case : aviculture, ovins et caprins).
TE 2	Concevoir et mettre en œuvre des mesures concrètes d'adaptation identifiées ravers les plans communautaires visant à diversifier et à améliorer le niveau c vie des populations les plus vulnérables.	3.3.	5000 personnes (staff technique t leaders des communautés) formés et équipées dur les activités agropastorales génératrices de revenus y compris la multiplication de plans.
COMPOSANTE	vre des mesures utaires visant à d populations les p	3.4.	6000 personnes (staff technique et leaders des communautés) formées et équipées sur le développement de l'aviculture.
Ö	et mettre en œuvre des plans communautaires vie des popula	3.5.	1000 personnes (staff technique et leaders des communautés) formées et équipées sur le développement de l'apiculture
	tre en c commu vie d	3.6.	Environ 20 Banques de céréales communautaires mises en place.
	et met plans	3.7.	30000 foyers améliorés fabriquées
	Concevoir travers les	3.8.	2000 membres des communautés formés et équipés pour la fabrication de foyers améliorés (artisans).